n° 83 t'okup

mars 2011 - www.squat.net/ea
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Nucléaire et nécrotechnologies

Les nano-bio technologies et le nucléaire constituent la réponse technique du système capitaliste actuel pour dépasser ses propres contradictions et limites. Une tournée d'information se déroule en Suisse ces jours. Sur le même sujet, nous publions aussi un texte du collectif PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE qui était présent à l'Espace autogéré l'année dernière.

... suite pages 4 et 5

MAISON DE PAILLE

L'incendie n'était pas accidentel
... page 6

MIGRATION

Révolution au Maghreb et Proche-Orient
... page 3

SQUAT

Luttes à Fribourg et Genève
... page 2

LOGEMENT

Scandales médiatiques à deux balles
... page 7

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'0kup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'0kup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Genève : « CHARGEZ ! »

Communiqué du 08 mars 2011, suite à l'évacuation du 10, rue des étuves, à Genève.

Ce mardi à 12h 30, la police a évacué le local de quartier autogéré du 10, rue des étuves à Genève, ouvert depuis dimanche 14h. Arrivé à 10h après un appel du représentant du propriétaire Genbergues SA, le premier panier à salade a attendu plus d'une heure l'arrivée d'un second en renfort. Visiblement surmené, les poulets bronzaient et mangeaient au soleil en attendant les ordres du chef, le sinistre matricule 8844.

L'intervention s'est faite en deux phases. Dans un premier temps, trois policiers en civil de la BRIC, la police politique cantonale, se sont postés devant la porte de l'arcade dans laquelle aucun·e occupant·e n'était présent-e à ce moment. Dans un deuxième temps, la harde de policier·ère·s anti·émeute est arrivée pour repousser les occupant·e·s rassemblé·e·s devant l'arcade. Sans succès. Il leur a été d'abord vainement demandé de présenter la plainte justifiant l'intervention et de décliner leurs matricules. Ils s'en sont ensuite pris violemment aux personnes présentes et, encouragés par 8844 aux cris de « chargez » et « frappez », ont repoussé les occupant·e·s à coup de matraque. Tout ça, selon eux, afin d'entamer le dialogue. Ils ont finalement accepté de montrer la soi-disant plainte du propriétaire mais ont refusé, à l'exception de l'officier, de donner leur matricule. Les occupant·e·s ont donc été forcé de quitter les lieux. Aucune arrestation n'est à déplorer.

Nous aurons donc le plaisir d'accueillir de nouveaux bureaux pour banquier·ère·s en plein centre ville entre le 10 et le 17, rue des étuves, puisque HSBC est requérante de la demande de transformation déposée en novembre 2010 et en cours d'instruction.

En attendant, tous ces immeubles resteront vides et voués à la spéculation. Nous continuerons à occuper pour des espaces non commerciaux, autogérés, collectifs et populaires.

Mort au fric et à ceux/celles
qui le possèdent

Quartier Libre

APRES UN SQUAT, DES APPARTS DE LUXE !

A l'emplacement de l'ancien Hôtel California dans le quartier des Pâquis à Genève (immeuble squatté, puis transformé en terrain d'entraînement des flics), un projet ambitieux et ultraluxe tente de se faire une place dans le paysage (urbain et politique). L'édifice prévu (appartements "design" vendus "clé en main" avec service de conciergerie cinq-étoiles à la disposition des habitants 24 /24 heures - 7/7 jours et décoration intérieure choisie à l'avance) serait "le premier immeuble prestige de Suisse", selon la CGi Immobilier. On s'en réjouit… Ou comment résoudre une fois pour toutes le problème de la pénurie des logements…

Bureau d'analyse des fourberies de l'immobilier

FRIBOURG : 5e EVACUATION !

Le 9 mars dernier, le collectif Raie Manta s'est installé dans l'ancienne clinique Garcia, rue des Verdiers, vide depuis 2007. Cette occupation marquait la cinquième tentative du collectif depuis le mois de septembre 2010, toutes en ville de Fribourg. Ce bâtiment devrait soi-disant accueillir l'Institut de recherche sur les nano-technologies. Début supposé des travaux : fin 2011 - début 2012. Il s'agit évidemment d'un projet très contesté.
Le 14 mars, le préfet de Fribourg Carl-Alex Ridoré a communiqué au collectif que l'État de Fribourg, propriétaire du bâtiment, s'est opposé à l'occupation. Le squat a été évacué tôt le matin du 15 mars, sans plainte pénale.

L'évacuation a été ordonné par le préfet sur le motif qu'il y avait un début d'incendie sur le toit, les pompiers ayant été alertés par des voisin·e·s. Les occupant·e·s s'y étaient réfugié·e·s dès le soir même de l'annonce de l'évacuation et se sont fait un petit feu dans un demi-tonneau, afin de se réchauffer un peu… Selon les dires, les pompiers ont rapidement maîtrisé "l'incendie" : quelques bûches de bois embrasées !!

Une manifestation spontanée a été organisée le soir même.

QUE BRÛLE L'ÉTAT PROPRIETAIRE !!

des ami·e·s du collectif Raie Manta

Bienvenu migrant· du Proch Moyen-O

Ci-dessous, la reproduction d'un appel à la liberté de circulation et d'établissement qui illustre bien l'hypocrisie des pays occidentaux face aux révolutions en cours. Petite réserve : plutôt que d'accueillir des exilé·e·s défait·e·s (l'argent des tyrans est déjà en Suisse), il serait encore mieux que la révolution triomphe, là-bas et ici. Qu'est-ce qu'on attend ?

Les gouvernements occidentaux observent les soulèvements dans le monde arabe avec une attitude qui oscille entre admiration, malaise et stupeur. Le malaise est inévitable, tant les grandes puissances et les pays riches ont montré de complaisance économique et politique à l'égard de ces dictatures. En matière migratoire, l'Europe forteresse a bâti sa politique d'externalisation des frontières et de sous-traitance des camps d'enfermement des exilé·e·s africain·e·s sur le régime des geôles libyennes. La stupeur vient justement du fait que ce mur anti-migrant·e·s, efficacement géré par le clan Kadafi, s'effrite sous la révolte des peuples. L'Europe, modèle auto-affirmé de démocratie prêt-à-exporter, admire bien sûr cette volonté démocratique, mais s'empresse d'ajouter qu'elle comporte une menace que nous devons craindre par-dessus tout : l'afflux des réfugié·e·s. La construction de la peur a donc vite fait de gommer dans la tête des gens ici l'importance historique et politique de ces mouvements, ainsi que le droit de liberté et de protection de ces peuples.

Selon la vielle rhétorique éculée, les termes affluent justement, dans les médias ou dans la bouche des politicien·e·s, des ministres européens de l'Intérieur, des responsables de l'ODM ou encore de M. Philippe Leuba, conseiller d'État en charge du Département de l'intérieur (DINT) dans le canton de Vaud, pour dire leur grande stupeur : « invasion d'étrangers », « arrivée massive de migrants tunisiens en Italie », « les cantons craignent un afflux de réfugiés », « crainte d'un exode vers l'Europe », flot

e aux
e·s du Maghreb,
e-Orient et du
rient en lutte !

de « jeunes hommes en quête de solutions économiques » (lire : faux réfugiés), etc, etc. Et les journaux de proposer des sondages sur le risque de l'afflux : que pensez-vous de l'afflux ? D'accord, pas d'accord, peur, pas peur, pour ou contre ? Pourquoi les médias ne demandent-ils pas : savez vous que dit l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ? Il parle du droit de quitter tout pays y compris le sien. Ou encore : savez-vous ce que garantit l'article 25 de la Constitution suisse ? Le droit à ne pas être refoulé·e dans un pays où l'on risque persécution, torture ou traitement inhumain. Ces droits fondamentaux, issus d'une histoire traumatisante dont on espérait ne plus jamais répéter les horreurs que l'on sait, sont pourtant enterrés de plus en plus profondément sous-terre, à l'image des prisons secrètes de Kadafi, dans l'Europe néolibérale, raciste et répressive des années 2010.

C'est ainsi qu'à l'heure où nous devrions être en admiration devant ces luttes, prêt·e·s à les soutenir et accueillir leurs militant·e·s, à l'heure où des personnes se font massacrer en Libye, où les exilé·e·s fuient la faim et la terreur, ou simplement parce que des gens veulent partir, être libres, on nous assène une fois de plus la peur. L'Europe et la Suisse ont pour priorité d'assurer la fermeture de leurs frontières et la reconduction d'accords de « coopération migratoire » signés avec les dictatures. Dans la droite ligne de ce qui est mis en place depuis 30 ans à travers le démantèlement du droit d'asile, les migrant·e·s libyen·ne·s ou tunisien·e·s, avant même de fouler le territoire suisse, sont d'abord et avant tout une menace, avant d'être des personnes avec des droits. Tandis que les sans-papier en Suisse continuent de travailler dans l'ombre, que les requérant·e·s d'asile débouté·e·s croupissent dans des centres et que les renvois forcés maintiennent leur débit au mépris des droits fondamentaux, on commence déjà à criminaliser de nouvelles personnes, qui ne sont même pas encore là.

Les gouvernements trahissent ainsi leur grande crainte que ce souffle de liberté ne vienne fissurer la forteresse Europe. Mais cette peur n'est pas la nôtre. Nous n'avons rien à craindre, au contraire, nous nous réjouissons de rencontrer ces peuples et connaître leurs luttes, et la moindre des choses que nous puissions faire, est d'exiger la garantie de leur droit à quitter leur pays et à venir ici ou ailleurs. Un jour, la forteresse Europe ne sera plus qu'un château de cartes, car ses bases seront inéluctablement sapées par la quête de liberté de personnes, qui, comme en Tunisie, en Egypte, en Libye, exigent de pouvoir vivre dignement et veulent aussi, comme nous, pouvoir se déplacer lorsqu'elles le désirent ou en ont besoin.

Droit de venir pour toutes et tous !
Liberté de circulation pour toutes et tous !
Solidarité avec les peuples du Maghreb, du Proche-Orient et du Moyen-Orient en lutte !

Collectif Droit de rester
www.droitderester.ch
Lausanne, 1er mars 2011

CONJUGAISON AU LIEU DE RÉPRESSION, L'ÉDUCATION N'EST PAS UN CRIME

Manif samedi 26 mars 2011, 14H00, Landesmuseum, Zurich

L'école autonomme de Zurich (ASZ) et Bleiberecht Suisse portent leur lutte dans la rue : pour l'autogestion et l'autonomie, pour le droit fondamental à l'éducation et le droit de rester pour tout·e·s, contre l'exclusion. Contre les abus délibérés et à caractère raciste de la police de la ville de Zurich contre des participant·e·s de l'ASZ.

www.droitderester.ch
www.bleiberecht.ch

Après quatre mois de refuge, le Collectif Droit de Rester retourne dans la rue

En octobre 2010 s'ouvrait un refuge à l'Église St-Jacques, au centre ville de Lausanne, pour protéger plusieurs personnes sans statut légal concrètement menacées de renvoi, mais aussi et surtout pour attirer l'attention de la population et des autorités sur le caractère insoutenable de la situation des requérant·e·s débouté·e·s de ce canton, plongé·e·s depuis des années dans un quotidien de contrainte, de misère et dans la peur constante d'un renvoi vers un pays où elles/ils n'ont pas ou plus de liens.

Le 3 février dernier, suite à nos divergences avec les autorités des églises catholique et protestante nous avons fermé le dernier lieu qui a hébergé le refuge à l'Église St Esprit de Lausanne.

Nous regrettons que les Églises ne mettent pas à profit leur autorité morale et symbolique pour dénoncer les conditions de vie faites à des centaines de personnes sans statut qui ne demandent qu'à vivre normalement (dignement). En leur tournant le dos et en refusant de soutenir leur droit à une vie digne (respectable), elles renient leurs valeurs les plus fondamentales et se rendent complices des politiques discriminatoires et attentatoires à la vie des migrant·e·s.

Pendant les 4 mois de refuge, de nombreuses personnalités politique ou individuelles, des paroisses, des paroissiennes et paroissiens ont manifesté leur soutien aux personnes soumises au régime de l'aide d'urgence et à notre action.

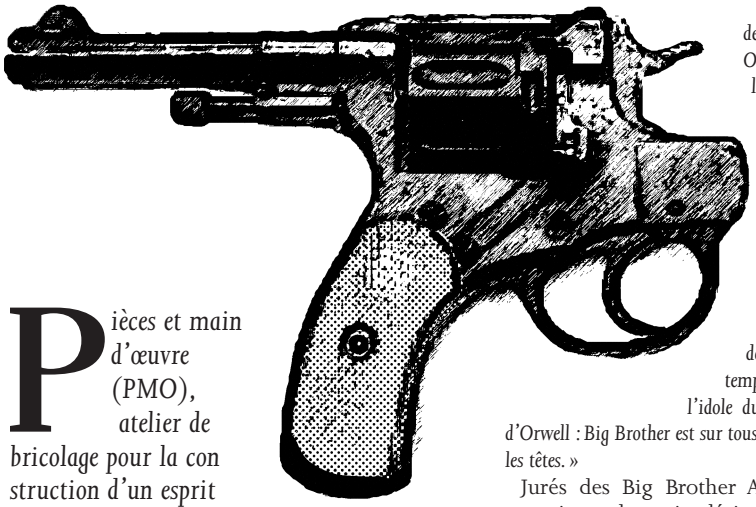
Peu de temps après la fermeture du refuge, l'un des migrants protégé par le refuge a obtenu l'effet suspensif dans sa procédure de demande de réexamen, ce qui ne l'oblige plus à se cacher et lui offre un répit bienvenu dans sa lutte pour la reconnaissance de ses droits. Cette heureuse décision nous montre que notre action a tout de même abouti à une issue favorable pour cette personne.

Fort·e·s de ce soutien, nous sommes déterminé·e·s à poursuivre notre lutte pour des régularisations. Nous attendons des instances cantonales et fédérales qu'elles ouvrent enfin des portes à celles et ceux qui veulent construire une nouvelle vie. Les autorisations de séjour sont le premier pas pour permettre aux gens de vivre en paix. Nous dénonçons l'absurdité de politiques qui visent à enfermer les requérant·e·s d'asile dans des non-lieux, les excluant de la société ce qui coûte des sommes faramineuses, alors que la plupart de ces personnes pourraient être autonomes. [...]

Une autre Suisse est possible et nécessaire et notre lutte continue !

Collectif Droit de rester, février 2011

Message de PMO aux Bi



Pièces et main d'œuvre (PMO), atelier de bricolage pour la con struction d'un esprit critique à Grenoble, mène une critique radicale contre le système technicien, le complexe militaro-industriel, le fichage, l'industrie nucléaire et les nanotechnologies. L'année passée, PMO était présent à Lausanne pour un débat, déclinant l'invitation des Big Brother Awards pour leur remettre leur "Prix Voltaire 2010". Leur communiqué :

Bonjour à tous, nous vous prions d'excuser notre absence. L'Espace autogéré de Lausanne nous a demandé de participer ce soir à une réunion de soutien à trois anarchistes arrêtés pour avoir, selon la police, tenté de faire sauter un laboratoire d'IBM à Zurich.

Nous ne pratiquons pas la critique à l'explosif mais nous ne sommes que trop heureux d'exposer à nos amis suisses comment International Business Machines travaille depuis ses origines à l'avènement de la société de contrainte ; sa collaboration avec l'appareil d'extermination nazi ; son rôle dans l'essor des nanotechnologies, notamment par la mise au point du Microscope à Effet Tunnel (MET) dans un de ses laboratoires de Zurich ; et aujourd'hui sa campagne pour « une planète intelligente », c'est-à-dire un projet de cyber-monde totalitaire, étalé à pleines pages dans Le Monde et des dizaines d'autres publications.

Nous avons donc confié à nos éditeurs de L'Echappée le soin de vous lire ce message, de nous représenter parmi vous, et peut-être de vous dire ce qu'il y a dans nos livres, et pourquoi ils ont jugé bon de nous publier.

Ainsi le jury des Big Brothers Awards a décidé de nous punir

Dans « Terreur et Possession », notre enquête sur la police des populations à l'ère technologique, nous écrivions : *« Voici sept ans qu'en France, et dans une quinzaine de pays, l'organisation Privacy International décerne chaque année ses Big Brother Awards, sur le modèle tant plagié des Oscars d'Hollywood. Outre que cette critique par la dérision a quelque chose de dérisoire, elle présente le vice de trivialiser l'ogre totalitaire, ridiculisé en croquemitaine de comédie, dont les constants et multiples broyages deviennent autant de gags. Cette promotion de BB en tête d'affiche, tel un moa de l'île de Pâques, en même temps qu'elle répète le cliché de l'idole du jour, réalise l'anticipation d'Orwell : Big Brother est sur tous les murs comme dans toutes les têtes. »*

Jurés des Big Brother Awards, comme nous, vous jugez les prix dérisoires ; une parodie de prix représente une dérision au carré. Vous avez voulu en nous décernant ce Prix Voltaire, cette parodie de prix de la conscience critique, nous renvoyer la balle, nous mettre dans l'embarras, et finalement souligner notre échec, au bout d'une décennie d'activité.

Et vous avez eu raison.

Notre échec est patent dès l'abord que l'on a de nous. Depuis tantôt dix ans nous expliquons que nous ne sommes pas un collectif mais des individus politiques ; que nous refusons la bien-pensance grégaire, qui n'accorde de valeur qu'à une parole réputée « collective » ; que nous refusons ces agrégats où la paresse et l'incapacité se fondent dans l'anonymat du groupe – comme nous avons refusé de personnaliser notre action et de nous identifier autrement qu'aux anonymes, ceux qui n'ont jamais la parole. Dans le même mouvement nous avons expliqué que non seulement nous récusions l'expertise, cette ruse du système technicien pour dépolitiser les prises de décisions et déposséder les sociétaires de la société de leur compétence politique – mais que nous récusions aussi la contre-expertise – cette ruse du système technicien pour infiltrer et retourner les oppositions à la tyrannie technologique.

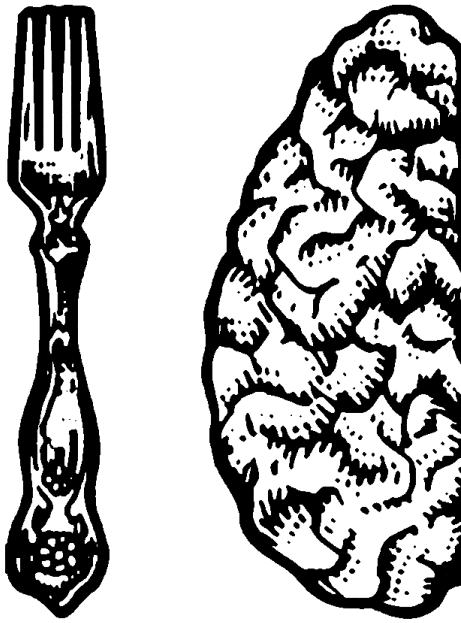
Or, depuis que vous nous avez décerné votre Prix Voltaire, nous avons eu la surprise de lire, ça et là, que nous étions « un collectif de contre-expertise », notamment opposé aux « dérives » des technologies. Visiblement, nous nous sommes mal exprimé depuis dix ans, et vous avez raison de mettre notre échec en relief.

« Mais, direz-vous, si ces mal embouchés de Pièces et Main d'œuvre ne s'opposent pas aux "dérives" des technologies, et s'ils refusent aussi bien la critique à l'explosif que la critique aux "gags", à quoi s'opposent-ils et comment ? »

En bref :

Nous considérons que la technologie – non pas ses « dérives » – est le fait majeur du capitalisme contemporain, de l'économie planétaire unifiée. La technologie est la continuation de la guerre, c'est-à-dire de la politique, par d'autres moyens. Si la police est l'organisation rationnelle de l'ordre public, et la guerre un acte de violence pour imposer notre volonté à autrui, cette rationalité et cette violence fusionnent et culminent dans la technologie, par d'autres moyens. La technologie, c'est le front principal de la guerre entre le pouvoir et les sans-pouvoir, celui qui commande les autres fronts. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'autres fronts, mais que chaque innovation sur le front de la technologie entraîne en cascade une dégradation du rapport de forces entre le pouvoir et les sans-pouvoir sur tous les autres fronts.

Quant à notre pratique, nous savons qu'on ne gagne pas toujours avec le nombre, mais qu'on ne gagne jamais sans lui, et moins encore contre lui. Nul à ce jour n'a trouvé d'autre moyen de transformer les idées en force matérielle, et la critique en actes, que la conviction du plus grand nombre. Nous soutenons que les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cervelle en cervelle devient une force d'action irrésistible et transforme le rapport des forces. C'est d'abord une bataille d'idées que nous, sans-pouvoir, livrons au pouvoir, aussi devons-nous être d'abord des producteurs d'idées.



Pour produire des idées, nous, Pièces et Main d'œuvre, nous appuyons d'abord sur l'enquête critique, aliment et condition première, quoiqu'insuffisante, à toute action.

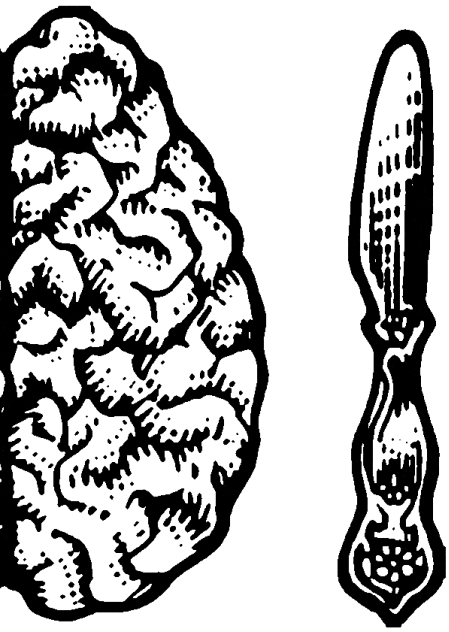
Si la critique fait feu de tout bois, ce bois c'est l'enquête qui l'amasse. Si nous avons semé quelques doutes, par exemple sur le bien fondé de la Commission nationale du débat public, c'est à force d'enquêtes, de harcèlement textuel, d'interventions aux pseudo-débats de ladite commission, aux côtés des amis qui se sont emparés

ig Brother Awards...

de cette critique : à Strasbourg, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Rennes, Marseille, Caen, Nantes, Montpellier, Paris – et Grenoble, bien sûr – où la contestation de la vidéosurveillance fait entendre ces jours-ci un joli cliquetis de verre et de caméras brisés.

Une critique dont on peut énoncer quelques lignes élémentaires. Anticiper. Contester à propos, avant coup plutôt qu'après coup – les nanotechnologies par exemple. Etre offensif plutôt que défensif. Faire la différence en se concentrant sur le point aveugle de la critique, plutôt que faire nombre en clabaudant en chœur des évidences. S'emparer des symptômes d'actualité pour remonter à la racine des maux. Instruire à charge, en laissant au système qui en a plus que les moyens, le soin de sa défense. Ne jamais dénoncer les malfaisances sans dénoncer les malfaiteurs. Ne jamais répondre à leurs attaques et manœuvres de diversion. Ne jamais lâcher le front des nécrotechnologies.

Ainsi formions-nous l'espoir qu'à Grenoble et ailleurs se multiplieraient les enquêteurs et les enquêtes, liant le local au global, le concret à l'abstrait, le passé au futur, le particulier au général, afin de battre en brèche la tyrannie technologique, et d'élaborer de technopole à technopole une connaissance et une résistance communes.



Sans doute avons-nous échoué

Sans doute est-ce le sens de ce « Prix Voltaire » que vous nous avez railleusement décoché.

Et maintenant, il va nous falloir tirer les conséquences de cet échec. Merci de cette leçon. Nous l'acceptons comme toutes les leçons de l'expérience et de la réalité.

Salutations luddites.

Pièces et Main d'œuvre (29 mai 2010)
www.piecesetmaindoeuvre.com

TOUR DE PRÉSENTATION SUR LE NUCLÉAIRE ET LES NANO-BIOTECHNOLOGIES

En mars, un tour de présentation se déroule dans différentes villes suisses. Dernière étape le 19 mars à Lausanne à l'Espace autogéré.

Les nano-bio technologies et le nucléaire constituent la réponse technique du système capitaliste actuel pour dépasser ses propres contradictions et limites. Le paradigme de la croissance économique continue entre en collision avec les limites matérielles de la planète. Une nouvelle révolution technologique est en train de se mettre en place pour garantir cette croissance. Elle permettra d'augmenter la productivité avec un besoin moindre en matière, d'assurer les besoins énergétiques suite à une prochaine crise du pétrole et même de faire face aux conflits sociaux en développement.

Avec ce tour de présentation, nous voulons proposer un moment de réflexion sur le rôle que ces technologies jouent dans notre société. Plutôt que de s'enfermer dans les sempiternels débats sur les risques ou la façon de les gérer (p.ex. le principe de précaution ou la création "d'alternatives"), nous souhaitons aborder la critique sous l'angle de l'impact social de ces technologies, pour arriver enfin à la question qui nous tient le plus à coeur: quoi faire ?

18h30 Présentation / discussion

20h30 Bouffe pop

22h00 Concerts de soutien pour Billy, Silvia et Costa :

June devil, Dragster queen, DJ's

Maison de paille : l'incendie n'était pas accidentel

... et l'hypothèse de la braise qui saute...

Le 27 septembre 2010, le juge d'instruction a clôturé l'enquête sur l'incendie de la Maison de paille de Lausanne survenu le 21 décembre 2007 à 03h50, en prononçant un non-lieu suite à la plainte contre inconnu pour incendie volontaire, lésions corporelles et mise en danger de la vie d'autrui. Le collectif Straw d'la bale, qui avait construit la maison de paille, a réagi en publiant le communiqué ci-dessous, qui a été ignoré par les médias.

Selon le communiqué que le juge d'instruction a envoyé aux médias dans l'après-midi du 27 septembre 2010, « la thèse première de l'origine accidentelle du sinistre s'avère (...) la plus vraisemblable ». C'est une imposture.

Trois ans d'enquête ?!?

Selon le communiqué du Corps de police lausannois du 21.12.2007, le jour même de l'incendie, « les inspecteurs de l'identité judiciaire ont terminé leur travail d'enquête vers 13h. L'hypothèse de l'accident provoqué par un poêle en fonction est la plus crédible. »

L'hypothèse de la braise ne venait pas des enquêteurs. En vérité, ils n'ont pas enquêté sur l'origine de l'incendie mais juste cherché, à la va-vite, une confirmation à l'hypothèse la plus arrangeante. Les experts de la police scientifique, mandatés un mois après l'incendie, ont juste effectué quelques analyses tardives. Puis ils ont attendu un an avant de transmettre leur rapport au juge, qui a mis un an supplémentaire à nous l'envoyer. Les « trois ans d'enquête » ont surtout consisté en une enquête dormante.

Aujourd'hui, tous les médias titrent : « L'incendie de la maison de paille était un accident. » Cette thèse de l'accident dû à une braise tombée du poêle est soutenue par deux hypothèses, dont aucune n'est étayée. La première, celle des inspecteurs, prétend que le dessus des poutres a davantage brûlé à l'emplacement du poêle qu'ailleurs, ce qui est faux. En nous rendant sur les lieux peu après l'incendie, il était clair que c'était la deuxième poutre dans le coin Sud qui avait davantage brûlé. Ceci nous a confirmé le lieu du départ du feu, là où nous avions vu des flammes au moment où nous nous sommes réveillés. Il se trouve que c'est aussi l'endroit le plus accessible de l'extérieur.

> **« Nous espérons que les gens ne seront pas dupes, pour notre part il ne fait pas de doute que cet incendie était intentionnel. »**

La deuxième hypothèse, celle des experts de la police scientifique, soit la propagation d'une combustion lente à travers l'isolation de paille, depuis le poêle jusqu'au coin Sud de la maison, est invraisemblable. Car il se trouvait sur ce chemin plusieurs poutres cloisonnant la paille et ne pouvant pas être « traversées » par un front de combustion lente.

Nous avons communiqué au juge ces réfutations, ainsi que nos explications et analyses chimiques qui convergent vers l'évidence d'un incendie criminel. Non seulement rien n'a été reconnu comme preuve par la justice, mais maintenant tout est balayé par cette affirmation indiscutable: « L'incendie de la maison de paille était un accident. »

Nous avons construit cette maison pour inciter les gens à prendre leur destin en main, de manière radicalement écologique. La situation a démontré les contradictions de ce capitalisme « vert », où la spéculation immobilière et la démesure urbanistique ne cessent d'enfler. Le soutien de la population a été tel, que le pouvoir politique a dû reculer face à l'illégalité de la construction. Dans cette atmosphère tendue, plusieurs politiciens ont appelé de leurs voeux la destruction de la maison. Et l'incendie a été une aubaine pour la Municipalité. Nous pensons que ce contexte n'est pas anodin, et on peut s'interroger sur les raisons de cette négation de la possibilité d'un incendie motivé politiquement.

Nous espérons que les gens ne seront pas dupes, pour notre part il ne fait pas de doute que cet incendie était intentionnel. Pour celles et ceux qui voudraient découvrir notre version des faits, nous préparons depuis deux ans un livre qui raconte toute l'histoire, et qui va paraître au printemps aux éditions La Lenteur. Depuis l'incendie, nous avons continué à promouvoir l'autoconstruction et à pratiquer, de diverses manières, la liberté d'habiter. Nous ne voyons pas ce qu'un recours contre ce non-lieu pourrait amener de nouveau, mais nous tenons à dénoncer la propagation de la « vérité » officielle. Notre révolte, elle, couve toujours.

Le collectif Straw d'la Bale, 28.9.2010

La crise du logement et ses scandales médiatisés

affiche aperçue dans les rues de Lausanne au mois de mars 2011

Depuis plusieurs années, une profonde pénurie de logements sévit sur tout l'arc lémanique, en particulier à Lausanne où dégoter un appartement abordable est quasi impossible sans des pistons ou une chance exceptionnelle.

Lorsque la presse de boulevard révèle que la gérance de la Ville favoriserait quelques notables en leur accordant des logements au loyer très avantageux, on ne peut que dénoncer la mesquinerie : le scandale ne vient pas tant de ces quelques « privilégiés », mais surtout du racket généralisé des régies privées qui pratiquent des loyers prohibitifs pour la majorité des locataires. Si les medias préfèrent pointer du doigt quelques cas de copinage supposé de la part des gérances de la Ville plutôt que de dénoncer les pratiques scandaleuses des gérances, c'est sans doute qu'une bonne partie de leur revenu est généré par le marché de l'immobilier avec ses annonces, ses suppléments et sa publicité.

Et les pratiques des gérances privées mériteraient d'être investiguées, car ici, le copinage est généralisé, peu importe si les prétendant-e-s à un appartement en ont vraiment besoin, pourvu qu'ils-elles soient recommandé·e·s et solvables. Du coup, les appartements « secondaires » fleurissent, les logements « froids », utilisés au mieux quelques semaines par année, sont légion, surtout dans les étages supérieurs des immeubles cossus, facilement repérables avec leurs stores baissés à longueur de saisons. Combien y en a-t-il à Lausanne ? Aucune étude n'a été publiée, même s'il serait très facile de la réaliser, mais la volonté politique manque cruellement pour dénoncer ces véritables scandales.

S'il y a copinage à la commune de Lausanne, c'est d'abord et surtout dans la politique de construction et rénovation de logements. Alors que la municipalité dans son discours officiel dit promouvoir les coopératives d'habitation, notamment les petites structures où les habitant·e·s participent à la réalisation du projet, dans les faits, elles sont systématiquement écartées lorsqu'un projet se présente. Un exemple emblématique est celui de Curtat 14 où l'ALJF vient de partir après un an et demi d'occupation sous contrat de confiance. Sur cet immeuble historique à côté de la cathédrale, un droit de superficie de 70 ans a été accordé par la municipalité à deux promoteurs-architectes à des conditions extrêmement avantageuses, alors que plusieurs petites coopératives auraient été intéressées par l'endroit. Le Conseil communal a quant à lui avalisé ce choix sans broncher.

Le dossier est consultable sous :
http://www.lausanne.ch/view.asp?DocId=33413

Dans ce domaine, notons que le parti socialiste lausannois sous la houlette de Silvia Zamora directrice du logement et du patrimoine, tient un rôle particulièrement néfaste d'accompagnement de la spéculation immobilière. Il est vrai, nul doute.

Les maisons à celles et ceux qui y habitent !

ALJF: ENCORE LE COUP DES GENTILS ET DES MÉCHANTS !

Suite à l'incendie du bâtiment de l'Industrie 6 (Lausanne) où elle occupait des appartements, l'Association pour le logement des jeunes en (dé)formation a lancé un appel vibrant aux propriétaires de biens immobiliers vacants. Chantre des contrats dits « de confiance » (c'est-à-dire dégager quand les proprios le décident), l'ALJF se targue une fois de plus d'être un rempart contre les méchants squatters. Elle oublie vite qu'au fil des ans, c'est souvent grâce aux squatters qu'elle a obtenu des nouveaux contrats, directement ou indirectement.

Il y a quelques années, l'ALJF se demandait dans son livre-anniversaire si elle était « Lutte ou gérance ? ». Depuis, le confort du chien enchaîné qui lèche la main de son maître semble l'emporter définitivement sur la réflexion critique.

Le problème des loyers exorbitants est le fait des vautours immobiliers, pas de celles et ceux qui se battent contre leur rapacité !! A défaut de s'engager un minimum dans la lutte, qu'au moins l'ALJF ne contribue pas à la logique de diviser pour mieux régner.

Des locataires et squatters uni·e·s

FLICS

EUROPOL EN PLEINE GUERRE FROIDE

Dans un interview à la BernerZeitung (27.01.2011), le directeur d'Europol mentionne des « parties de l'Union Soviétique » (sic !!) comme un des « hotspots » menaçant la sécurité de l'Europe ! Le tout dans un article subtilement intitulé « Les anarchistes gagnent du terrain », alors qu'y est principalement question de corruption dans les hautes sphères du pouvoir et de l'économie, de blanchiment d'argent, de terrorisme islamique, de criminalité organisée, de trafic de drogue et de traite d'humains. Cherchez l'erreur...

Observatoire du cirque médiatique

MARS

JEU.24 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 21h30 concerts : post-bouffe **ILLNESS + FAT BICTH** (math-rock)

VEN. 25 | LA HACHE

• 22h **SOIRÉE ZOMBIE** : projections au ciné, déguises-toi/amènes ton masque de monstre !

MAR. 29 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 21h concerts : **TH'MOLE + FOXDYE + DJ BADRAGAZZ** (abstract rap)

MAR. 29 | LA HACHE

• 22h concerts : **YATTAI + JANTE ALU + REACTORY** (grindcore-punk)

AVRIL

SAM. 2 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• dès 12h : journée collective de travaux. Ensemble on est plus fort, viens donc participer ! • 19h30 : bouffe pop, suivie d'une projection

SAM. 2 | LA HACHE

• 22h : inauguration d'**OUTSIDERS SHOP** : projections, concerts, dj's (rap)

DIM. 3 | CINÉMA OBLO

• 17h : apéro-expo **LA OTRA MIRADA** et distribution de films, livres, brochures (Promedios/Terra Nostra films) • 17h30 : projection de **VIVA MEXICO !**(2010), suivie d'une discussion avec le réalisateur, un membre actif d'Indymedia Chiapas et un membre de Promedios France

LUN. 11 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 20h : débat / rencontre avec un groupe anarchiste de Biélorussie

MAR. 12 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 20h : présentation/discussion à l'occasion de la sortie de la brochure **INFILTRATION**

SAM. 23 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 22h concerts : **KÖNIGSTEIN YOUTH** (hardcore oldschool) + **GROUPE SURPRISE !**

DIM. 24 | DÉZERT

• 18h concerts : **DIET PILLS** (massive qui chie) + **PETULA CLARCK** (duo déjanté)

SAM. 30 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 22h **SOIREE PLAYBACK !!!** en soutien à un espace autogéré au Mali.

ACTIVITÉS

• **POTAGE DE PLOMBS'** - bouffe pop végétarienne-lienne, tous les jeudi à 20h. ESPACE AUTOGÉRÉ

• **'PAVÉ FION'** - cinéma et projection, tous les lundi à 20h. LA HACHE

• **'KANTINE FRITE-SEL'** - bouffe pop végétarienne-lienne, tous les mercredi à 20h. LA HACHE

ADRESSES

• ESPACE AUTOGÉRÉ, César-roux 30, Lausanne. www.squat.net/ea

• CINÉMA OBLO, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne. www.oblo.ch

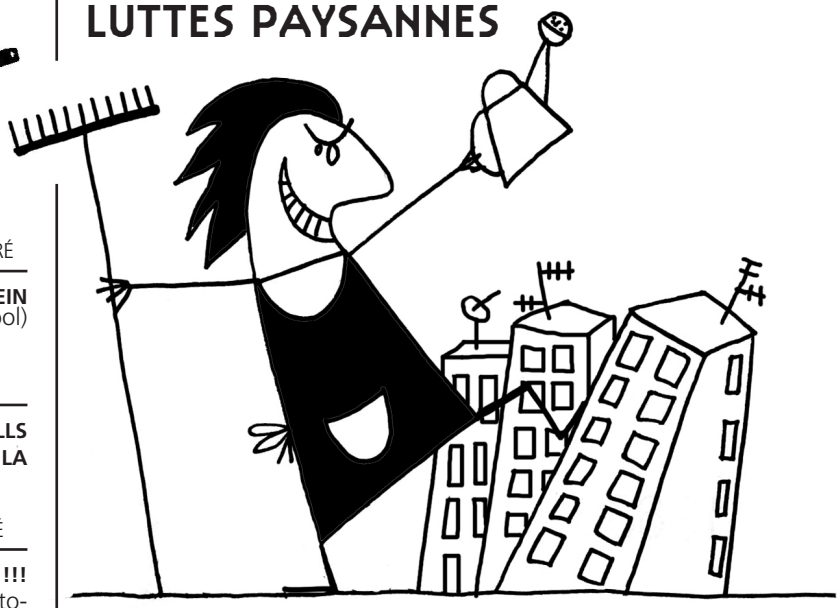
• CIRA, Av. de Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.cira.ch

• DÉZERT, Pierrefleur 72, Lôz

• LA HACHE, St-Martin 25, Lôz

cultivons la subversion

17 AVRIL 2011 : JOURNEE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES



Inversons la tendance et participons le 17 avril à la Journée Internationale des Luttes Paysannes. Rencontre qui initie un mouvement de réappropriation de la terre, des savoirs, des méthodes paysannes et des moyens d'échanges

Quand la paysannerie est en voie d'extinction
Quand le béton ne cesse de grignoter les champs
Quand la majorité des denrées alimentaires est importée de loin, produite avec les poisons de l'agrochimie et le sang des exploité·e·s agricoles
Quand un être humain doit être réduit à l'état d'esclave pour qu'un autre puisse digérer un légume bon marché
Quand le modèle agricole productiviste dominant ne fait que massacrer l'écosystème en affamant l'humanité
Quand la terre, qui n'appartient à personne, prend une valeur insensée à cause de la spéculation
Quand en un demi-siècle de productivisme et de mécanisation, les savoirs, les semences, les liens ruraux et l'humus ont été détruits
Souvenons-nous que la quasi-totalité des vivres provenait de nos environs il y a encore quelques dizaines d'années
Qu'il y a toujours des femmes, des hommes qui veulent cultiver des terres
Qu'il subsiste des terres fertiles à se réapproprier pour qu'elles soient cultivées avec sens et respect
Qu'il faut être nombreux-euses dans les champs pour retrouver une autonomie ici et partout

Que vive cet ensemble complexe et fécond ! Retour à la terre !

Retrouvons-nous à Genève le dimanche 17 avril 2011 à 11h à l'arrêt "ZIPLO" du bus TPG N° 23 pour bêcher, semer, planter, bâtir, s'informer, discuter, boire, manger et danser. Si tu es en retard, viens quand même !

Amène ta houe, ta bêche, ton tracteur, tes graines et plantons, tes bouquins, ton jus de pomme, ton vin et ton cheval